



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT - BICUPE - SIC - CD - 2024 - 164

Arras, le

29 AOÛT 2024

Commune de LUMBRES

**EQIOM
Cimenterie de Lumbres**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'ABROGATION DE MISE EN DEMEURE

Vu le Code de l'environnement,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 juin 2024 mettant en demeure la société EQIOM, dont le siège social est situé Colisé Gardens 10, avenue de l'Arche à COURBEVOIE (92400) et qui exploite une unité modernisée de fabrication de clinker et ciment située sur la commune de LUMBRES, de respecter les dispositions des articles 4.3.3, 4.4.4, 4.4.10 et 8.2.7 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2023 en assurant, par un curage suffisant ou tout autre moyen, la disponibilité au sein du bassin « TOYO » d'un volume de 3 440 m³ pour le stockage d'eaux pluviales ou d'extinctions ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement en date du 12 juillet 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 5 août 2024 ;

Considérant que l'inspection de l'environnement a constaté le 12 juillet 2024 que la société EQIOM a respecté les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 juin 2024 susvisé ;

Considérant qu'il convient donc d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 juin 2024 susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE :

Article 1 : Objet

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 juin 2024 susvisé, pris à l'encontre de la société EQIOM dont le siège social est situé Colisé Gardens 10, avenue de l'Arche à COURBEVOIE (92400) et qui exploite une unité modernisée de fabrication de clinker et ciment située 5 rue Jean-Baptiste Macaux – 62380 LUMBRES, **sont abrogées.**

Article 2 : Délai et voie de recours

Conformément à l'article **L.171-11** du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article **R.421-1** du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffrey Saint-Hilaire – CS62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la Sous-Préfète de SAINT-OMER, le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EQIOM et dont une copie sera transmise à la mairie de LUMBRES.

Pour le préfet,
le Secrétaire Général,



Christophe MARX

Copies destinées à :

- Société EQIOM
- Sous-Préfecture de SAINT-OMER
- Mairie de LUMBRES
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (UD littoral)
- Dossier